

7 Jours *Filpac CGT*

N°17 – 21 décembre 2012

Directeur de la publication : Marc Peyrade
Rédaction : Jean Gersin / gersin@filpac-cgt.fr
FILPAC CGT : Case 426 – 263, rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 55 82 85 74 – Fax : 01 55 82 85 67 filpac@filpac-cgt.fr – www.filpac-cgt.fr

Emploi : pas d'accord, mais le danger est bien là !

Le front patronal, Medef-CGPME-UPA, n'a même pas besoin d'un accord avec la CFDT et la CGC pour continuer son offensive contre l'emploi.

On en connaît les termes :

- « Si vous n'acceptez pas une baisse et une flexibilité de vos salaires, je licencie. » Et de toute façon, il le fait !
- « Le contrat à durée indéterminée est mort, je n'embauche qu'en CDD. »
- « Mon droit de vous imposer la mobilité et de vous licencier ne doit plus être contrecarré par le moindre droit social, ou le recours aux Prud'hommes et autres tribunaux. »
- « Les organisations syndicales doivent se soumettre à ma gestion, ne plus la contester, ou elles n'auront ni informations ni droits, d'ailleurs je vais grouper les élus CE et DP, ça en fera moins... »

Entamé dans nombre d'entreprises, comme Renault, PagesJaunes entre beaucoup d'autres, le chantage des accords compétitivité-emploi va battre son plein dès la rentrée 2013. Accord national ou pas.

Le gouvernement, envoûté par le rapport Gallois, ayant livré le budget à l'austérité européenne, peut fort bien émettre un projet de loi sur les bases du Medef.

L'année 2013 doit être celle de nos revendications, parmi lesquelles :

- une loi contre le droit patronal absolu de licencier,
- le CDI comme règle,
- transformation des contrats précaires en CDI,
- embauche des jeunes,
- taxation des transactions spéculatives,
- répartition de la valeur ajoutée favorable aux salariés et non aux actionnaires,
- augmentation des salaires.

Soyons convaincus que nous ne pèserons que par nos luttes, et qu'au cœur de leur crise, c'est bien d'une transformation sociale dont il s'agit.

Le viol de l'information par le putsch libéral en quelques mots

Presstalis : la direction applique de façon brutale le mot d'ordre du Medef, « on licencie de toute façon. » 1 200 salariés sont visés. Et au-delà de cette destruction envisagée, c'est le système de distribution qui risque d'y passer. Nombre de titres peuvent en mourir. Qu'importe à la direction de Presstalis.

Banques : elles mènent le bal. Groupées en commandos de chasse aux créances des éditeurs (Sud Ouest – Hersant, etc.), ou bien propriétaires elles-mêmes des titres (Rossel-Crédit agricole, Crédit Mutuel-Ebra, BNP Le Monde), elles montrent par leur présence que l'indépendance de l'information est à conquérir.

Dette bancaire : s'il s'avère que la dette Hersant a été effacée à hauteur de 150 millions d'euros dans sa transaction avec le délinquant fiscal Tapie, cet effacement doit faire école !

Rossel : le groupe belge est le point d'appui du gouvernement, comme il l'était du précédent. Rossel ne pense que rentabilité à 10% et concentrations des groupes, payées par la baisse de la masse salariale. C'est ce qu'il pratique en Belgique, au *Soir* notamment. L'axe Rossel-Gouvernement est la cible de l'agitation autour de Tapie, qui amuse la meute médiatique contre Rossel.

Crédits d'impôts : comme « licenciement » est le seul mot qui vient à l'esprit dénué de toute imagination des patrons de presse, vont-ils oser utiliser le crédit d'impôts, cadeau de Hollande, pour payer les destructions d'emplois envisagées pour 2013 ? Une surveillance rapprochée s'impose !

Exil fiscal : il est récompensé par l'impunité dont Hersant continue de jouir, réfugié en Suisse dans son groupe de presse fort rentable. Le délinquant fiscal Tapie, objet de nombreuses descentes du fisc – la dernière ? Le 19 décembre ! – est la béquille de l'exilé fiscal Hersant. Ce genre de duos est le produit du putsch libéral en cours.

Comareg : ce sont les 2 000 licenciés de la Comareg et d'Hebdo Print qui doivent l'avoir mauvaise. Victimes de l'aventure Hersant dans les gratuits, ils regardent la valse des millions entre banques, Hersant, Tapie, Quelles indemnités ont-ils touchées ? Pas même des miettes... Un rattrapage à aller chercher ?

Journal imprimé : source de presque toute la valeur produite, il est violé en permanence par la propagande sur le numérique. S'il valait aussi peu, pourquoi ce ballet des banques autour de lui ?

Numérique : le poids de l'Etat mis dans le transfert de fonds vers l'investissement numérique est suspect. La façon dont est traitée l'information imprimée augure mal de ce qu'il compte en faire dans l'univers numérique.

Filipetti : pas avare de bons mots à l'égard du futur Belge Depardieu, elle chouchoute Hersant, laisse agir Tapie et cajole Rossel. Ce respect de l'héritage Sarkozy en matière de putsch libéral, sur Presstalis comme sur les autres problèmes, indique que le ministère de la rue de Valois n'est pour l'instant qu'un faire-valoir.